

Réunion d'initiative locale

Vendredi 1^{er} Mars 2019 – 17h/20h

Lieu : Maison de quartier de Goise

Organisateur : CSC Les Chemins Blancs - Niort

Introduction

37 personnes ont participé aux ateliers. 5 ateliers étaient proposés et accueillait les participants de façon ouverte, de 17h à 20h. La prise de notes des échanges s'est faite sur chaque groupe sur un affichage mural. La restitution suivante reprend les grandes lignes des échanges, riches et denses. En bleu, sont mis en avant les pistes d'action proposées par les participants.

Atelier « Démocratie et citoyenneté »

1/ Société de surveillance

Utilisation imposée des nouvelles technologies pour une hypersurveillance, une hypersécurité (vidéo/audiosurveillance) non choisie par les citoyens. Risque de dérive si c'est excessif, atteinte de la démocratie. La société de surveillance ne favorise pas la responsabilité individuelle.

L'éducation en amont permet d'éviter la répression

2/ Qui fait la loi ?

Des lois votées ne sont jamais appliquées.

Ce n'est pas normal que des amendements soient votés à 30, à 3 h du matin.

Régime hyper présidentiel : la 5^{ème} république était parlementaire et l'est de moins en moins

Quand et comment les groupes de pression (lobbies) interviennent-ils dans l'élaboration des lois ?

Nécessité de différencier les élections présidentielles et parlementaires : remettre un mandat de 7 ans pour la présidence et de 5 ans pour les parlementaires .

Il faudrait des moments décidés, réguliers, de débats avec les citoyens , à tous les niveaux (municipal, régional, national) afin d'atteindre la transparence dans l'élaboration des lois.

3/ Vote

Il y a beaucoup d'abstention . Le citoyen se sent abusé, piégé : un président élu avec ¼ des votants exprimés au 1^{er} tour.

Confusion entre les pouvoirs exécutifs et législatifs.

Avec le système majoritaire, toutes les tendances ne sont pas représentées.

Système de désignation des représentants : faut-il une part de tirage au sort, de proportionnelle ?

Revaloriser le vote, lui donner un sens, donner le sentiment et l'assurance aux citoyens qu'ils comptent dans les décisions. Nécessité d'une information, d'une éducation au devoir du vote.

Revoir la constitution : revenir à un véritable régime parlementaire. Le Président doit redonner le pouvoir au législatif, garder la distance. Il doit être le garant de l'expression de tous les citoyens.

3bis / Quel Référendum ?

- fermé : la réponse à une question : oui ou non
- il dépend de celui qui le propose, qui pose la question

Un référendum oui avec :

- des moyens technologiques,
- avec exploitation des items qui ressortent
- un questionnaire ouvert
- des garanties
- des moyens à la disposition de chacun

4 / Quel rôle peut jouer le milieu associatif ? Comment peut-il être reconnu ?

Certaines associations remplacent dans certains cas des emplois de service public

Au niveau local, inventer des systèmes, instance de consultation des citoyens : acteurs locaux, associations.....

5/ Privilèges des élus (retraite,salaires des anciens présidents et parlementaires et des avantages en nature)

A réformer.....

6 / Comment un élu peut-il connaître les conditions de vie de la population ?

Quelle part les citoyens peuvent-ils prendre dans les décisions, dans les choix financiers ?

Au niveau local, inventer des systèmes, instance de consultation des citoyens : acteurs locaux, associations.....

Les députés devraient solliciter l'opinion des citoyens avant les débats à l'assemblée (notamment par le biais des CSC.....)

Cultiver le lien entre élus et toutes les instances, associations.....

L'élu délègue, s'assure du lien.....

7 / L'évolution du travail peut entraîner la diminution du sens collectif (chacun pour soi)

8 / Pour qu'une démocratie vive, il faut des moyens financiers

La démocratie a besoin de citoyens dont les besoins fondamentaux sont assurés décemment (se loger, manger, se soigner....)

Garder un service public, que l'argent circule....

Atelier « Fiscalité et dépenses publiques »

Présence de 12 à 25 personnes selon le moment.

Le premier élément mentionné est la question de l'égalité **face à l'impôt (sur le revenu)** qui est énoncée comme être **à améliorer en fonction des revenus**. Ce dernier point est soutenu par plusieurs participants qui précisent le propos en souhaitant que **sa progressivité soit plus douce et qu'elle aille plus loin** (qu'elle s'arrête moins tôt). Est discutée la question **du paiement de l'impôt sur le revenu, par tous**, même symboliquement. C'est une interrogation que partage le groupe. Elle est notamment renvoyée à la question de la TVA (voir plus loin) mais aussi à la question de la domiciliation fiscale. Les personnes présentes adhèrent globalement à la proposition que les **nationaux aient une domiciliation fiscale à minima partielle, en France même s'ils vivent à l'étranger**. Dans le même ordre d'idée, est abordé le sujet des niches fiscales et l'évasion fiscale. Cette dernière est évaluée à 80 milliards d'euros. Sont donnés en exemple l'emploi à domicile, la TVA réduite sur les bateaux achetés par des entreprises. Sont aussi nommés les GAFA, dont la

taxation des profits échappe en quasi-totalité à des pays où ils réalisent des chiffres d'affaires importants. - Au sujet des **Gafa**, les participants retiennent l'idée **que l'Etat engage un réel bras de fer avec ces entreprises** considérant que c'est possible de le gagner. - Au sujet de l'emploi à domicile : **proposition est faite d'introduire un traitement différencié selon le contexte : indispensable vs confort.**

La TVA : beaucoup d'échanges sur le sujet !

Il est rappelé que cette taxe est la plus commune. Elle concerne la très grande majorité des actes d'achat et/ou de consommation. C'est une taxe égalitaire et non pas équitable, au sens où elle ne tient pas compte des revenus. Elle est jugée **injuste par plusieurs personnes**. Pour contrer cela, il est proposé d'**introduire une progressivité de son taux sur critères (degré de nécessité des produits / besoins primaires ? impact écologique ?)**

Rôle de l'État : retours sur investissement public

Il est demandé que les entreprises soutenues par des fonds publics, **respectent les accords signés** (ex : Ford à Blanquefort)

Est interrogé l'intérêt pour l'État de vendre des biens publics (ex : les aéroports, biens stratégiques pouvant devenir propriétés d'entreprises étrangères) ou de ne pas protéger économiquement des techniques stratégiques (ex : papeterie Arjowiggins). Des doutes et des inquiétudes s'expriment sur le sujet.

La pertinence de la mise sous concession d'autres services à vocation publique, après fort investissement de l'Etat, est aussi interrogée. Ex : les autoroutes.

Actionnariat

La culture de l'actionnariat semble être particulière en France, avec des taux moyens de retours vers les actionnaires supérieurs à d'autres pays européens dont l'Allemagne.

Ce retour vers l'actionnariat est jugé trop favorable par certains participants et peut être un levier d'action (vers l'investissement, vers le salariat).

Taxes

Un débat s'engage autour de la **Taxation de l'héritage**, de savoir si elle peut constituer une marge de manœuvre (augmentation ?). Certains participants sont pour, d'autres opposés. Les uns considèrent que cela fausse l'égalité entre les personnes et sont favorables à une taxation plus forte. D'autres expriment que l'héritage peut être un booster de vie, tout en « préservant les enfants ». Une participante relativise le débat en disant que « les maisons de retraite prennent tout ».

Taxes et Europe

A plusieurs reprises, **la dimension européenne est exprimée comme étant un levier possible voire souhaité**, ou à minima la dimension à laquelle doivent être pensées et posées certaines politiques. Pour exemple, **une taxation écologique qui prendrait en compte des usages positifs pour le bien commun (voir dans le même esprit la réflexion autour de la TVA : harmonisation sur critères communs).**

Autre exemple : **la taxation à l'importation pourrait être renforcée (à l'échelle européenne) favorisant ainsi la production locale.**

Rapport à l'impôt

Techniquement, plusieurs participants regrettent la disparition de certaines sources d'informations relatives à l'usage de l'impôt (répartition qui figurait précédemment sur les déclarations de revenus), ou à la réalité de son prélèvement (ex : modification de l'info relative à la TVA sur certains tickets de caisse).

Plus largement, il y a un enjeu à « **redonner de la noblesse à l'impôt** ». **L'amélioration de la connaissance** permet une compréhension et valorisation de ce qui relève du bien commun.

Pour éclairer le propos, l'animatrice reprend les chiffres figurant dans le guide « Fiscalité et Dépenses publiques » qui mentionne une répartition des dépenses publiques sur la base de 1000 € établie comme suite :

- Protection sociale : 575 €
- Dépenses sectorielles (CICE, transports, équipements collectifs....) : 143 €
- Services publics régaliens : 60 €
- Éducation : 96 €
- Recherche : 23 €
- Administration publique : 66 €
- Dette : 37 €

Et les représente sur un camembert.

Dépenses publiques

Tout au long des discussions, il est souligné à quel point il est difficile voire impossible de faire des choix et de pointer les sources d'économie. Régulièrement, les participants réinterrogent cette question sans forcément faire émerger de solutions. Une personne interroge la nécessité de devoir faire des économies. La question de la dette est alors évoquée comme rendant nécessaire la logique de la réduction de la dépense publique.

Économies :

Le premier point évoqué sur le plan des économies possibles concerne **la représentation nationale**. Si les participants conviennent que les économies possibles sont marginales, ramenées au budget de l'État, elles revêtraient un caractère symbolique certain. Elles passeraient par une démarche d'exemplarité touchant au montant des indemnités, à leur cumul, à la transparence de leur usage. Ce dernier point constitue un élément important et passe par **une rénovation du statut de l' élu**.

Coût des ruptures des politiques publiques

Pour faire écho à la question des élus, et du temps donné pour faire, est évoqué le coût des ruptures des politiques publiques. Celles-ci, du fait des alternances et/ou des changements de gouvernance, s'inscrivent rarement dans une durée suffisante. Une politique chasse l'autre. Or, ces changements successifs ont un coût, jamais évalué.

En terme de domaines de dépenses publiques, sont repérés des champs d'intervention qui sont **à protéger en priorité** :

- **L'Éducation** :

L'efficience du système est à interroger. Est pointé un manque de vision d'avenir. Est réévoqué l'impact des ruptures des politiques publiques, particulièrement en matière éducative (ex : rythme scolaire, 4jours VS 4 jours et demi).

Le côté normatif du système est interrogé. Comme pour la santé, les participants évoquent **l'idée de + de liberté, + d'autonomie laissées aux professionnels de terrain.**

- **La Santé :**

Beaucoup de points sont discutés sur ce sujet. Est énoncée une conscience de la particularité du système français et de ce qu'il offre en terme de santé aux citoyens. Pour le protéger, et lui permettre de répondre aux évolutions de la société, plusieurs pistes sont évoquées :

- **L'amélioration de la performance et des procédures passant par de moins en moins de morcellement en secteur hospitalier**
- **Un meilleur équilibre hospitalier/médecine de ville, passant par un renforcement du réseau des médecins de ville pour alléger l'hospitalier**
- **Un meilleur équilibre public/privé passant par une régulation (le privé pouvant capter les actes les plus rémunérateurs au détriment du public)**
- Amélioration du partage d'informations et de la fluidité de la prise en charge via le dossier médical partagé

- **La sécurité :**

Sur ce plan, il est précisé une distinction entre la sécurité des biens et des personnes (police nationale) et l'armée.

Au sujet de la Police : la proximité, le lien citoyen/police est énoncé comme un élément facilitant, sécurisant.

Au sujet de l'Armée, **un défi est repéré : la création d'une armée européenne, qui mutualiserait les moyens, prenant la place des armées nationales.**

- **La justice :** cf les suppressions des tribunaux et une inégalité territoriale dans l'accès à la justice qui s'est installée. Est interrogée la réalité de l'économie réalisée avec la redéfinition de la carte judiciaire.

Organisation territoriale

Un débat s'engage sur les services. Les participants évoquent l'idée **d'une répartition géographique des moyens à revoir**. Actuellement, la numérisation développée à outrance, couplée à la complexification des démarches et à la réduction de l'accès à des guichets physiques pose un vrai problème. (ex : préfecture – carte grise, permis). Il est proposé une répartition des moyens humains permettant de réintroduire de l'accueil physique et donc de l'accompagnement des personnes.

Le mille-feuilles territorial rajoute à la complexité. Il est difficile de se repérer dans le qui-fait-quoi ? Où aller trouver la bonne information ? La question de l'accès à l'information et donc aux droits est pointée comme étant éminemment inégalitaire.

Une participante souligne l'importance des non-recours à des droits acquis et/ou existants.

Plus largement :

- Est formulée l'idée que l'heure est à **la refondation d'un contrat national (du niveau et de l'ampleur de celui posé par le Conseil National de la Résistance), répondant aux évolutions de la société, les enjeux démographiques et environnementaux, intégrant**

une garantie de mise en œuvre supra-partis, supra-élus, inscrite dans une temporalité qui permettra réellement sa mise en œuvre (idée d'un septennat unique, par exemple).

- Cela renvoie à un projet de société et une interrogation sur le partage : comment faire aujourd'hui ?

Atelier « Transition écologique »

Quels sont nos besoins essentiels ?

SE NOURRIR ? SE LOGER ? SE DEPLACER ? SE VETIR ? SE SOIGNER ? S'EDUQUER ? S'ENTRAIDER ?

Les politiques publiques doivent soutenir ces besoins essentiels

SE LOGER :

- sdf (souvent des jeunes coupés du milieu familial)
- avoir une politique publique énergétique (isolation)
- refuser les permis de construire en zone inondable

SE DEPLACER :

- difficultés de se déplacer dans les petites communes et les zones rurales
 - fermeture des petites lignes SNCF
 - difficultés de circuler à vélo en toute sécurité
 - nouveaux modes de déplacements (trottinettes , voitures électriques ,,,)
- mais . Les politiques ont toujours un temps de retard (ils n'ont pas prévu la réglementation pour ces nouveaux déplacements)
- . Problème du partage des différents modes de déplacement dans la ville
 - . Problème du tout électrique (traitement des batteries, ne fonctionnent pas s'il fait trop chaud ou trop froid)
- Problème des camions qui traversent la France (émission des gaz à effet de serre)

> Développer co voiturage, les transports en commun

SE NOURRIR

Il y a **urgence, il faut agir tout de suite, soi même et en collectif pour se faire entendre**

Il y a un début de frémissement de prise de conscience

Manger en fonction de la saison, au plus près

Travailler avec les commerçants et les maraîchers locaux (les politiques ne sont pas réglos avec eux)

Faciliter l'accès au bio

Ouvrir les cantines scolaires à tous

On a une responsabilité collective

- sensibiliser les enfants
- les jardins partagés
- consommer raisonnablement
- acheter en connaissance de cause
- faire des choix

- **manger moins**
- **produire en France ce qui nous est nécessaire**
- **développer notre capacité à produire**
- **développer la qualité de l'alimentation dans les maisons de retraite, les hôpitaux, les prisons...**

Les politiques doivent prendre en charge les préoccupations écologiques à différents niveaux : local, national, européen (se mettre d'accord sur un projet commun) et mondial !?! (la Chine et l'Inde ne sont pas prêts de réduire leurs consommations)

Autres problèmes :

- L'eau
 - bassines (réserve de substitution)
 - pas d'eau potable dans les toilettes (double circuit)
 - **toute nouvelle construction doit prévoir un collecteur d'eau de pluie**
 - **faire des spots publicitaires pour l'écologie**
 - problème de la surpêche
- Élevage intensif

Que font les politiques pour montrer l'exemple ?

Il faudrait

- **un certain courage des dirigeants (pour sortir des lobbies)**
- **une certaine prise de conscience des jeunes en faisant des choix de vies différentes,**
- **sensibiliser les parents.**

Atelier « Organisation de l'État et des services publics »

L'organisation administrative

- **Les échelons administratifs**
 - . intérêt des communes ?
 - . pertinence de l'échelon départemental ?
 - . bilan de la nouvelle organisation des territoires ? (nouvelles régions)
 - . nécessité d'un parallélisme entre les échelons administratifs et politiques ?
 - . importance de **développer le maillage territorial des services publics**
 - . **respecter l'égalité de l'accès aux droits** (ex : fermeture des services, tribunaux, maternités, perceptions...)
- **L'Éducation Nationale**
 - . trop d'élèves par Centre D'informations et d'Orientation
 - . **remettre des moyens à la pédagogie (pour les enseignants)**
 - . **faire en sorte que les agents relèvent d'une seule administration**
 - . **donner un accès à l'accompagnement psychologique, pour les équipes et les élèves**
 - . **personnels enseignants immergés dans les entreprises mais maintenir l'indépendance de l'Éducation Nationale**

Les services publics

- **Manque de moyens de l'État**
 - . Inspection du Travail : abus non réprimé
 - . manque de moyens pour faire respecter le droit
 - . outils informatiques : transformation numérique des services publics
 - . **intégrer des groupes d'utilisateurs et de designers dans la conception des parcours numériques**
 - . **interface nécessaire Homme/Homme** (confidentialité?)
 - . **remettre l'humain au cœur des orientations des services publics.**
 - . **accueil du public :**
 - **formation adéquate des agents**
 - **stabilité**
 - **arrêter la précarisation des contrats** > qualité des services
 - . Pôle Emploi :
 - **aider les élèves à trouver des stages**
 - **redonner à Pôle Emploi sa mission d'accompagnement à la recherche de l'emploi**
 - **binôme avec la Mission Locale**
 - inadéquation entre les besoins des entreprises et les offres proposées
 - . Redonner à la Justice les moyens nécessaires
 - . Favoriser la **création de maisons de service publics**
 - . **Créer des centres de soins**
 - . **Revoir le maillage médecins de ville et spécialistes**

Redéfinir la notion de service public à la lumière de l'intérêt collectif (ex : entretien de la nature).

Atelier « Thèmes libres »

Désert médical :

- * Pas de permanence de médecin donc service des urgences où l'attente est trop longue
- * Manque de personnel de santé et administratif
- * Perte de la notion de service public
- * Médecine à deux vitesses : problème d'accessibilité à une mutuelle complémentaire donc plus les moyens de se soigner

Propositions :

- * **Revenir à la notion de service public (ex. plus de personnel dans le domaine de la santé)**
- * **Dispensaire mobile en milieu rural**
- * **Retour de la prise en compte de l'humain dans tous les domaines publics**
- * **Création de guichets sociaux (santé, administratif)**

Salaires :

- * Ratio important quand il y a augmentation

exemple : Hausse de 1% a un impact différent sur un salaire de 1 000 € et un salaire de 10 000 € pourtant l'augmentation de la baguette de pain reste la même pour les deux.

Propositions :

- * **Avoir des ratios plus responsables afin d'éviter que les riches soient toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres**
- * **Baisse de la TVA sur l'ensemble des produits mais augmentation de la TVA sur les produits de luxe**

Divers :

- * Politique de pansements au lieu d'une vision à long terme
- * Les politiques pensent à leur carrière et non pas au pays
- * Pouvoirs importants des lobbys et sociétés internationales

Demandes :

Plus de justice sociale